



L'EAU SOURCE DE VIE, PAS DE PROFIT

L'eau n'est pas une marchandise

6^{ème} FORUM MONDIAL DE L'EAU (FME) DU 17 au 19 mars 2012 à Marseille

Depuis 1997 à Marrakech ce forum a lieu tous les 3 ans. Ce FME se tient à l'initiative du Conseil Mondial de l'Eau (CME) dont le siège se trouve à Marseille et qui regroupe des multinationales comme Véolia et Suez. *FME et CME* sont soutenus par le FMI, la Banque Mondiale et autres institutions financières, par les gouvernements des Etats les plus puissants. Le président de ce CME est monsieur Loïc Fauchon PDG (depuis 2005) de la Société des Eaux de Marseille (SEM) qui n'est autre qu'une filiale de Véolia.

Vouloir mettre en avant une politique mondiale de l'eau est louable et indispensable, mais ce genre d'entreprise ne fonctionne que pour faire des profits. On sait que les cinq autres FME n'ont apporté aucune amélioration pour les populations mais ont permis d'engranger des bénéfices colossaux pour ces multinationales. C'est pour cela que ce FME devrait être sous l'égide de l'ONU car cette organisation a reconnu, en 2010, le droit de l'eau comme un droit fondamental.

Le thème de ce FME est « le temps des solutions ». Mais les solutions ne vont pas permettre aux populations mondiales d'avoir un accès à l'eau satisfaisant pour vivre dignement quand Guy Fradin, vice-président du FME, affirme « ce qu'on connaît de plus innovant actuellement c'est le système qui consiste à faire payer l'eau par le consommateur ». Comment faire payer les populations de certains pays d'Afrique, d'autres régions du monde (ou même de pays riches) dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté ?

Cette façon de voir engendre la misère pour 1,5 milliard d'êtres humains qui n'ont toujours pas accès à l'eau et plus de 2,6 milliards à l'assainissement. 34 000 personnes meurent chaque jour par manque d'eau. Cette solution est un échec et a conduit à de nombreuses révoltes populaires car

souvent les usagers ne peuvent pas payer les investissements à réaliser et sont donc privés d'eau. Du fait de l'insuffisance des engagements de la communauté internationale, de plus en plus de conflits se font jour ou perdurent comme la guerre israélo-palestinienne.

Dans l'esprit de ce FME l'eau est une marchandise, certains l'appellent « or bleu » et ce forum en est un très grand marché. Même si le service de l'eau a un coût et un prix, vouloir tout faire payer aux consommateurs n'a pas de sens si ce n'est celui de faire des profits et de régenter la politique mondiale de l'eau. De plus, ces solutions ne sont pas faites pour apporter l'eau à ceux qui en manquent, mais pour en vendre davantage à ceux qui peuvent la payer. Dans les autres FME, lorsqu'ils ont voulu s'exprimer par la voix de leurs associations, les citoyens ont servi de caution au CME sans pouvoir réellement se faire entendre.



C'est donc pour cela que durant ce FME, Attac, et de nombreuses associations françaises et internationales, organisent du 14 au 17 mars 2012 le Forum Alternatif Mondial de l'eau (FAME) à Marseille. Ce

forum permettra à de nombreux citoyennes et citoyens du monde entier de témoigner de leurs luttes contre la marchandisation de l'eau, pour la préservation quantitative et qualitative des ressources, pour leur répartition équitable, pour un accès de tous les humains à l'eau potable, pour la lutte contre le réchauffement climatique et ses effets sur le cycle de l'eau, contre la surconsommation d'eau et sa pollution, pour la maîtrise citoyenne de la gestion de l'eau ...

Le FAME doit faire en sorte que selon la charte des « porteurs d'eau », initiée par la fondation France Libertés de Danièle Mitterrand, l'accès à l'eau potable et l'assainissement soient inscrits dans toutes les constitutions comme droit fondamental de l'homme avec l'accès à 40 litres d'eau potable par jour et par personne gratuitement.

Les objectifs principaux du FAME sont l'élaboration et la promotion d'un discours alternatif majoritaire en faveur d'une gestion publique, écologique et démocratique de

l'eau. Cette eau qui est un bien commun universellement partagé ne peut pas faire l'objet de profit. L'accès à l'eau pour les besoins vitaux de tout être humain est un droit fondamental universel. Il faut poursuivre la recherche de solutions à la crise mondiale de l'eau et structurer durablement le mouvement pour la préservation de la ressource en eau.

Pour permettre à la vie terrestre de perdurer longtemps, chacun de nous doit s'approprier cette crise mondiale de l'eau et ne pas continuer à laisser les financiers s'en occuper. Si un FAME est organisé à Marseille en même temps que le FME, c'est bien pour s'opposer à toute cette démagogie et cette volonté marchande. Nous voulons que le droit et l'accès à l'eau deviennent une réalité pour tous.

M.V.

Pour ceux qui seraient intéressés, organisation éventuelle d'un covoiturage. Contactez

Jean-Pierre : 05 55 01 28 69 attac87@attac.org

Comprendre sa facture d'eau ?

Comprendre sa facture d'eau, connaître les informations sur le prix de l'eau, est quasi impossible aujourd'hui. L'absence de transparence des informations et le peu de données accessibles empêchent de connaître le prix du service mais aussi la qualité et la disponibilité de la ressource.

France Libertés et 60 millions de consommateurs ont lancé le 22 mars 2011, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, une Grande Enquête collaborative pour établir une cartographie complète du prix du service de l'eau en France : combien coûte l'eau, commune par commune, quels services se cachent derrière ce prix, qui gère l'eau ...

Cette Grande Enquête citoyenne sera accompagnée d'une plateforme de partage d'informations et de contenus pédagogiques accessible sur www.prixdeleau.fr.

Les résultats commentés y seront accessibles en mars 2012, au moment du Forum mondial de l'eau.

Pendant un an, chacun d'entre vous est invité à se rendre sur le site Internet avec sa facture d'eau, pour participer à cette enquête collaborative permettant de dresser une carte de France du prix et de la qualité de l'eau.

M.G.

TESTEZ L'EAU DE VOTRE VILLE !!!

Il n'est plus nécessaire d'aller à la mairie lire le panneau concernant la qualité de l'eau de votre ville. Trouvez votre commune et vous aurez le résultat :

<http://www.sante-sports.gouv.fr/resultats-du-contrôle-sanitaire-de-la-qualité-de-l'eau-potable.html>

Et surtout, buvez de l'eau du robinet lorsqu'elle est conforme, et non pas l'eau en bouteille qui coûte cent fois plus cher et dont les plastiques polluent la planète.

Merci pour elle !

Les articles sur l'Eau ci-dessus ont été réalisés par 2 membres du groupe Eau d'Attac 87. Si vous êtes intéressés par le sujet et voulez participer au groupe, ou si vous voulez organiser un débat sur ce thème dans votre commune, n'hésitez pas à contacter Jacqueline Martin au 05 55 36 71 24 – jline.martin@orange.fr ou attac87@attac.org

« Leur dette, notre démocratie » : un succès qui donne des idées !

Ce dimanche 15 janvier, malgré un soleil radieux, environ 1300 personnes ont assisté (ou tenté d'assister, car on a dû limiter les entrées) à la « journée des alternatives », organisée à Paris par Attac en partenariat avec Médiapart, sur le thème « Leur dette, notre démocratie ». Bref résumé des débats, pour donner envie de regarder les vidéos qui sont en ligne sur le site d'Attac (87).

Une salle bondée de 9h30 à 18h sans interruption, des participants des mouvements d'indignés provenant de plusieurs parties du monde, des débats passionnants et passionnés, animés par des journalistes décapants, mais aussi des intermèdes culturels hilarants : une conférence gesticulée d'Etienne Leconte sur la dette, des clips satiriques de Rafaele Arditì, et le Tribunal populaire des banques monté par la Compagnie Naje et Attac... tout a contribué au succès de cette initiative.

En introduction Aurélie Trouvé a ironiquement remercié Standard & Poors d'avoir donné de la publicité à la conférence en dégradant la note de la France, et souligné que cette conférence internationale était une première en France; Edwy Plénel s'est félicité de la collaboration étroite et prometteuse entre Attac et Médiapart.

La table-ronde du matin, animée par Martine Orange de Médiapart, rassemblait les partenaires de l'Audit citoyen de la dette publique en France, ainsi que deux participants étrangers. Raquel Freire, du Mouvement du 27 mars au Portugal, a indiqué comment, après la gigantesque manifestation de précaires convoquée via Facebook le 27 mars 2011 contre l'austérité, les mouvements sociaux portugais avaient abouti à la création d'un collectif pour un audit citoyen de la dette publique portugaise qui a tenu sa conférence constitutive le 19 décembre dernier. Chafik Ben Rouine, de l'ACET (Auditons les Créances Européennes envers la Tunisie), a montré combien les dettes du régime Ben Ali pesaient aujourd'hui sur le budget de la Tunisie nouvelle, et prôné la coopération des mouvements sociaux de part et d'autre de la Méditerranée. Eric Toussaint, du CADTM, a confirmé l'importance de construire un mouvement international de contestation de la dette et de l'austérité, tandis que Annick Coupé (Solidaires) insistait sur l'urgence, pour les organisations syndicales, de soulever la chape de la résignation face au rouleau compresseur de l'austérité. Marie-Laurence Bertrand (CGT) soulignait la nécessité d'ancrer l'audit dans l'expertise des citoyens et des salariés afin de créer une véritable dynamique de

contestation du discours fataliste et culpabilisateur sur la dette.

Ces interventions des acteurs de l'Audit illustraient les riches analyses introductives présentées par Dominique Plihon sur l'origine véritable de la dette publique (défiscalisation des riches et austérité) et Geneviève Azam sur le dévoiement de la notion de dette ramenée à son seul aspect financier pour mieux nier la dette sociale, non contractuelle, qui rend les individus capables de faire société.



La première table-ronde de l'après-midi, animée par Ludovic Lamant de Médiapart, était consacrée aux mouvements sociaux émergents. Isham Christie, d'Occupy Wall Street, montrait comment ce mouvement des assemblées populaires avait pu en quelques mois transformer profondément le débat politique aux USA, pesant y compris sur la campagne électorale en cours. Patricia Susial, d'Attac Espagne, rappelait comment les agissements d'élites « indignes » avaient transformé des milliers d'électeurs « résignés » en citoyens « indignés », tandis que Katerina Kitidi, réalisatrice grecque du film Debtocracy, décrivait la puissante dynamique mais aussi les limites du « mouvements des places » qui a marqué la Grèce l'été dernier. Katrin Oddsdottir, membre de l'Assemblée constituante islandaise, a décrit comment l'insurrection citoyenne contre la dette des banques islandaises a abouti à l'écriture d'une nouvelle Constitution à travers une procédure démocratique inédite combinant tirage au sort et élection. Yves Sintomer, politiste, relevait la radicalité démocratique potentielle du tirage au sort des citoyens, et suggérait une Assemblée constituante européenne tirée au sort. Jean-Baptiste Eyraud (DAL) a expliqué qu'il faut maintenant passer, en France aussi, à l'offensive, notamment sur la question du logement, en lançant un mouvement de contestation du logement cher.

Cécile Stratonovitch, des Indignés parisiens, a fait état des actions menées en France et annoncé de nouvelles initiatives, notamment autour du 15 mars, du 15 mai et des élections. Nicolas Haeringer, d'Attac, a montré comment les mouvements indignés prolongent et enrichissent le mouvement altermondialiste du tournant des années 2000, et Thomas Coutrot, d'Attac, a insisté sur le divorce aujourd'hui patent entre capitalisme et démocratie, au cœur d'une crise de civilisation.

Après l'intermède ludique du Tribunal populaire des banques, la dernière table-ronde, sous la houlette de Laurent Mauduit (de Médiapart), s'est interrogée sur les issues à la crise européenne. Max Bank, d'Attac Allemagne, a prôné la construction d'un agenda commun des mouvements sociaux contre l'austérité en Europe pour éviter les replis nationalistes, et proposé un grand rendez-vous européen le 15 mai à Francfort devant la BCE. Noël Daucé, de la FSU, a souhaité que le développement des mobilisations citoyennes en Europe pousse le mouvement syndical européen à plus d'initiatives et d'audace dans l'action. Pierre Khalfa, pour la Fondation Copernic, a prôné une stratégie de rupture européenne avec le néolibéralisme, par l'alliance des mouvements sociaux et citoyens et des initiatives de ruptures pouvant passer par le niveau national mais sans s'y arrêter ; Frédéric Lordon, lui, juge plutôt que l'opinion publique allemande étant irrémédiablement attachée à une croyance monétaire néolibérale, une issue démocratique européenne à l'actuelle crise est hautement improbable : pour lui, le niveau national demeure aujourd'hui le seul où la souveraineté populaire pourrait trouver à s'exercer. Philippe Corcuff a

plaidé pour une stratégie « cosmopolitique » européenne et internationaliste, pariant sur la profondeur de la crise et des redéfinitions politiques et culturelles qu'elle va impliquer pour parvenir à hisser la politique démocratique au niveau international où elle est aujourd'hui requise.

Edwy Plenel, introduisant la conclusion de la journée en s'appuyant sur une phrase de Walter Benjamin, a estimé que les révolutions qu'on voit aujourd'hui émerger ne sont peut-être pas la « locomotive de l'histoire » mais « le geste de l'espèce humaine voyageant dans ce train pour saisir le signal d'alarme ». Susan George a souligné avec gravité la portée historique des enjeux et des dangers actuels, et appelait à une lutte sans merci contre le fanatisme religieux du marché. Stéphane Hessel, dans une intervention poignante, nous a exhortés à rejeter toute tentation de résignation et à faire preuve de courage face aux difficultés et aux luttes à venir. Jean-Marie Harribey concluait en rappelant les grands axes d'une politique alternative au néolibéralisme et en indiquant que pour Attac la démocratie est à la fois le but et le chemin.

Alors que les élites européennes s'affairent sur le nouveau traité, dit « Pacte fiscal », pour graver dans le marbre les politiques d'austérité, la riposte des mouvements sociaux doit être à la hauteur de l'enjeu. Les mouvements populaires français, européens et internationaux sauront construire leurs convergences et leurs agendas communs dans les mois à venir pour imposer un coup d'arrêt à l'austérité et commencer à reconstruire leur pouvoir sur les affaires publiques, le pouvoir de la démocratie. Le succès inespéré de cette conférence a montré que les attentes sont fortes.

FL

*Dans le cadre de la campagne « Pour un audit citoyen de la Dette », nous avons créé un groupe « Dette » sur Attac87 et appelé les autres organisations locales à la création d'un **Collectif local d'Audit Citoyen de la Dette Publique** sur le modèle national. Toutes les infos sur <http://www.audit-citoyen.org> . Si vous êtes intéressés par le sujet et voulez participer au groupe, ou si vous voulez organiser un débat sur ce thème dans votre commune, n'hésitez pas à contacter Jean-Pierre au 05 55 01 28 69 - attac87@attac.org*

ADHESION 2012 et ABONNEMENT

Sur l'enveloppe de ce bulletin figurent vos dates d'adhésion et/ou d'abonnement. Ci-joint le nouveau bulletin d'adhésion/réadhésion pour l'année 2012. Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à notre association en la soutenant financièrement. Nous espérons aussi qu'en 2012, vous disposerez de temps pour participer aux diverses actions, projections, conférences, mobilisations que nous organiserons.

En vous souhaitant une excellente année 2012

Les Groupes d'animations du Limousin

Sommaire	Page
L'eau source de vie, pas de profit	1
Comprendre sa facture d'eau ?	2
Leur dette, notre démocratie	3
Adhésion 2012	4

ENCART : Bulletin d'adhésion – Panier du militant

ATTAC LIMOUSIN - INFOS ET ACTIONS – Bulletin des comités locaux de Corrèze, Creuse et Haute-Vienne de l'Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne. Imprimé par ATTAC 87, Maison des Droits de l'Homme, 37 rue Frédéric Mistral 87100 Limoges. N°ISSN : 2102-0833 , CPPAP : 1006 G 86005. Directeur de la Publication : Jean-Pierre Clausse Tél 05 55 01 28 69 ; E-mail : attac87@attac.org. Site Internet : <http://www.attac.org> ou <http://www.local.attac.org/attac87> - Ce n° est tiré à environ 500 exemplaires. Les articles publiés dans ce bulletin n'engagent que leurs auteurs !